

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

BUREAU DES PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES  
ET FONCIERES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté n° 2013017-0001 du 17 janvier 2013**

Fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2011126-0005 du 06 mai 2011 autorisant et réglementant les activités de la société Biogaz du Pays de Château-Gontier pour son établissement situé rue des Aillières à Azé

**La préfète de la Mayenne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, titre I<sup>er</sup> du livre V,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011126-0005 du 06 mai 2011 autorisant et réglementant les activités de la société Biogaz du Pays de Château-Gontier pour son établissement situé rue des Aillières à Azé ;

VU la demande de modifications des conditions d'exploitation déposée par l'exploitant le 10 octobre 2012 en application de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 novembre 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 11 décembre 2012 ;

**CONSIDERANT** l'abandon d'installations complémentaires pour permettre le cas échéant la réinjection dans le réseau de gaz naturel et le retour à la situation initiale lors de la demande d'autorisation, à savoir valorisation du biogaz par cogénération ;

**CONSIDERANT** l'ajustement des dimensions des équipements, compte tenu des études de détails, allant globalement vers une installations de volume physique plus petit ;

**CONSIDERANT** la mise en œuvre d'une solution alternative pour l'étanchéité de la lagune de stockage des digestats liquides, présentant des garanties équivalentes et ne nécessitant pas l'apport volumineux de matériaux extérieurs au département ;

**CONSIDERANT** l'ajustement du plan d'épandage y compris le retrait d'une exploitation et l'exclusion de certaines parcelles ;

**CONSIDERANT** que les évolutions apportées ne constituent pas une modification substantielle des conditions de l'arrêté préfectoral du 06 mai 2011 et qu'à ce titre, en application de l'article R512-33 du Code de l'Environnement, elles peuvent faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire, pris dans les formes de l'article R.512-31 ;

**CONSIDERANT** que le projet a été porté à la connaissance du pétitionnaire par courrier du 15 janvier 2013 ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne

### ARRETE

#### Article 1 : nature des installations

L'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 06 mai 2011 est modifié. Le siège social de la société Biogaz du Pays de Château-Gontier est situé, 32 bis Boulevard Haussmann 75009 Paris.

Le tableau de classement des rubriques de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2011 est remplacé par le tableau suivant :

rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	régime
2781-1	Installation de méthanisation de déchets non dangereux (matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, déchets végétaux des industries agro alimentaires)	Méthanisation de fumiers, ensilage déchets de pommes, déchets verts : 37,4 t/j	E
2781-2	Installation de méthanisation de déchets non dangereux autres	La capacité totale de l'installation (y compris les 37,4 t citées au 2781-1) est de 95,9 t/j soit 35 000 t/an	A
2910B	Combustion	Moteur de cogénération ou chaudière fonctionnant au biogaz puissance de fonctionnement 2200 kW PCI	A
2171	Dépôt d'engrais et de supports de cultures contenant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole	Stockage des digestats : 1800 m <sup>3</sup> (600 m <sup>2</sup> )	D
2260	Broyage, concassage, de substances végétales et de tous produits organiques naturels	Broyage 30 kW	NC
1435	Station service	Volume annuel équivalent 1.2 m <sup>3</sup>	NC
1432	Stockage de gazole	5 m <sup>3</sup> soit Ceq = 1m <sup>3</sup>	NC
2920	Installation de réfrigération ou de compression	Ventilateur membrane 0.05 kW Compresseur pour le surpresseur du cogénérateur 10 kW	NC

## **Article 2 : consistance des installations autorisées**

L'article 1 .2 .2 de l'arrêté préfectoral du 06 mai 2011 est remplacé par :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- dispositifs de stockage des matières entrantes : hangar de dépotage, cuve d'hydrolyse (630 m<sup>3</sup>), trémie pour les déchets à hygiéniser (60 m<sup>3</sup>) dalle de béton de stockage (400 m<sup>2</sup>)
- trémies d'alimentation couvertes
- deux cuves de méthanisation de 2790 m<sup>3</sup> chacune
- une cuve de maturation de 3340 m<sup>3</sup>
- une lagune de stockage des digestats liquides de 16400 m<sup>3</sup>
- une aire de stockage des digestats solides de 600 m<sup>2</sup>
- un container abritant le moteur de cogénération
- un container abritant la chaudière biogaz / gaz naturel
- un biofiltre
- un bassin de reprise pour les eaux pluviales et les eaux incendie (600 m<sup>3</sup>)
- Un bassin d'orage de récupération des eaux de la dalle de stockage des digestats (100 m<sup>3</sup>)

## **Article 3 : capacités de l'installation**

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2011 est remplacé par :

L'exploitant est autorisé à traiter les déchets suivants :

Nature des déchets admis	Quantités maximales autorisées	Volume de stockage
Intrants solides : fumiers, tontes, ensilage ou menues pailles, déchets de pommes, déchets végétaux d'industrie agroalimentaires	25 000 t/an, soit une réception maximale de 68.5 t/j	600 m3 (les déchets de pommes sont introduits directement en trémie d'alimentation)
Intrants liquides : boues de station d'épuration à l'exclusion des boues de stations d'épuration urbaines, effluents liquides issus de l'industrie agro alimentaire	10 000 t/an, soit une réception maximale de 27,4 t/j	Cuve d'hydrolyse 630 m3
Intrants gras : graisses d'aérotation ou de bacs à graisses	6000 t/an soit une réception maximale de 16.4t/j	
Sous produits à hygiéniser : sous produits animaux, graisses et déchets alimentaires de cuisine et cantines	9000 t/an soit une réception maximale de 24.7 t/j	Trémie de 60 m3

Le site recevra des déchets majoritairement en provenance du département de la Mayenne, et notamment de la communauté de communes du Pays de Château-Gontier et des départements limitrophes.

Toute admission envisagée de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans le présent article est portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

La capacité maximale de production de biogaz s'élève à 8820 Nm<sup>3</sup>/j. L'installation est conçue dans l'objectif d'une optimisation de la méthanisation, de la qualité du biogaz et de la maîtrise des émissions dans l'environnement. L'exploitant adapte ses capacités de traitement en les réduisant si nécessaire, de telle sorte qu'il soit assuré de disposer des surfaces d'épandage suffisantes pour l'ensemble des digestats produits.

Les capacités de stockage des digestats correspondent à une capacité minimale d'un mois pour les digestats solides (aire étanche de 600 m<sup>2</sup>) et de 9 mois pour les digestats liquides (lagune de 16400 m<sup>3</sup>).

#### **Article 4 : Dispositions relatives à la lagune de stockage des digestats liquides**

Le premier paragraphe de l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 06 mai 2011 est remplacé par :

##### ***Conception***

La lagune de stockage des digestats liquides doit être étanche et prévenir toute infiltration dans les sols. A cet effet, l'exploitant mettra en place en fond de bassin et sur les parties enterrées, un dispositif d'étanchéité comportant a minima une double membrane et un réseau de drainage intercalaire permettant de vérifier l'absence de fuite entre les membranes. Les géomembranes sont protégées par des géotextiles anti-poinçonnant ou dispositif équivalent étanche. La conception, la mise en œuvre de la constitution des digues et la pose des membranes feront l'objet d'une vérification à chacune des étapes par un tiers expert. Cette vérification fera l'objet d'un rapport qui sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5 : Épandage**

L'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 06 mai 2011 est remplacé par :

« L'épandage est effectué sur les terres agricoles ayant fait l'objet de l'étude préalable reprises au dossier de demande d'autorisation sauf sur les parcelles ayant été retirées dans la demande de modification déposée par l'exploitant le 10 octobre 2012.

Les communes concernées sont Argenton-Notre-Dame, Azé, Bierné, Bouère, Champigné, Châtelain, Cherré, Coudray, Daon, Fromentières, Gennes-sur-Glaize, Grez en Bouère, Le-Bignon-du-Maine, Longuefuye, Marigné, Ménil, Miré, Ruillé-Froids-Fonds, St-Charles -la-Forêt, St-Denis-d'Anjou, St-Laurent-des-Mortiers, St-Michel-de-Feins, Soeudres, Villiers-Charlemagne. La surface potentiellement épandable est de 3907,63 ha d'aptitude 1 et 2.

La quantité maximale de digestats épandus annuellement (digestats pâteux (siccité 26,5 % MS) et digestats liquides (siccité 4,5 % MS)) correspond aux apports totaux suivants :

- 197 t d'azote
- 33,44 t de phosphore P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>
- 1,7 t de K<sub>2</sub>O.

Toute modification du périmètre doit faire l'objet d'une étude préalable complétée par l'accord écrit des exploitants agricoles des parcelles pour la mise en œuvre de l'épandage dans les conditions envisagées. Cette modification d'étude préalable doit être transmise dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. »

Le tableau récapitulatif de l'épandage joint en annexe à l'arrêté préfectoral du 06 mai 2011 est remplacé par le tableau récapitulatif joint en annexe au présent arrêté préfectoral.

#### **Article 6 : Diffusion**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Azé pour y être consultée. Un exemplaire sera affiché à la dite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le maire d'Azé. Le même arrêté sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation, par l'exploitant. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans la presse locale, le quotidien « Ouest-France » aux éditions de la Mayenne et du Maine et Loire et l'hebdomadaire « Le Haut-Anjou ».



### **Article 7 : Transmission à l'exploitant**

Copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'installation seront transmis à la société Biogaz du Pays de Château-Gontier qui devra les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

### **Article 8 : Délai et voies de recours**

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Le délai de recours est porté à un an à compter de l'affichage ou de la publication de l'acte, pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

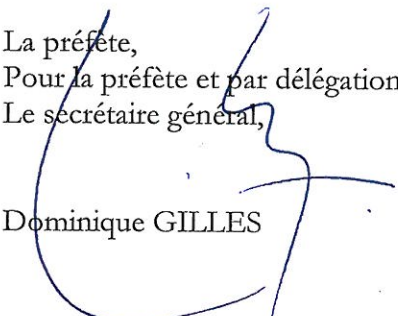
A peine d'irrecevabilité, ce recours est assujéti au paiement de la contribution pour l'aide juridique de 35 euros prévue par l'article 1635 bis Q du code général des impôts, sauf pour les bénéficiaires de l'aide juridictionnelle.

### **Article 9 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Château-Gontier et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Biogaz du Pays de Château-Gontier et dont copie sera adressée aux maires d'Argenton-Notre-Dame, Azé, Bierné, Bouère, Champigné (49), Château-Gontier, Châtelain, Cherré (49), Coudray, Daon, Fromentières, Gennes-sur-Glaize, Grez-en-Bouère, Le-bignon-du-Maine, Longuefuye, Marigné (49), Menil, Miré (49), Ruillé-Froid-Fonds, Saint-Charles-la-Forêt, Saint-Denis d'Anjou, Saint-Laurent-des-Mortiers, Saint-Michel-des-Feins, Soeudres (49), Villiers-Charlemagne.

La préfète,  
Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

Dominique GILLES





## annexe

Exploitations	Surfaces mises à disposition	Surfaces épanables	SDN	SAU	Quantité Digestat	
	ha	ha	ha	ha	kg N	kg P
BAUTRUCHE Alexia	29,92	28,67	28,67	29,92	1000	174
BIDOIS Serge	82,88	38,29	53,36	91	1500	261
BIGOT Michel	15,29	6,57	5,91	15,3	1000	139
BLANC Amandine	47,12	40,53	47,12	47,12	1000	174
BOUIN Fabrice	73,55	65	66,21	73,55	5000	870
BOURDOISEAU Chantal	20,23	18,43	18,43	20,23	1000	174
BRICAUD Sylvain	135,87	124,1	131,06	135,87	6000	1043
CHABRUNT Nicole	68,2	59,86	63	70,68	4500	783
CORNILLE Alain	101,81	97,69	97,63	101,81	3000	522
DE LA THÉARDIÈRE Patrice	59,55	50,43	50,43	59,55	2000	348
DELEPINE Jean-Paul	28,03	24,99	24,99	28,03	1000	174
DESPLANQUE David	45,21	41,25	43,25	45,21	1000	174
DUVEAU Olivier	120,65	108,37	128,4	167,6	2500	435
EARL de la BARRE DES CHAMPS	116,92	108,17	108,17	116,92	3000	522
EARL BECHEPOIS	62,72	54,49	58,27	69,55	2800	487
EARL des BESNARDIÈRE	79,85	75,92	81,75	84,29	4000	696
EARL des BOIS	121,77	101,47	101,47	144,4	6000	1043
EARL BOUVIER Christian	37,85	33,34	101,77	116	1500	261
EARL BRIELLES	81,59	63,49	172,16	265,51	1000	174
EARL de CHOISEAU	55,3	43,76	62,26	68,8	3500	609
EARL du CLOS	79,26	63,31	123,17	148,57	3500	609
EARL CORNU	83,88	64,23	70,94	83,88	5000	870
EARL des DORINES	89,43	56,98	79	94,13	4000	696
EARL de la FUYE	138,86	115,51	115,51	138,86	4500	783
EARL HUAUME	34,41	30,11	103,92	109,5	2000	348
EARL de la GUITERNIÈRE	98,47	94,2	95,95	98,47	3500	609
EARL LAINE	112,82	98,56	87,06	112,82	2500	435
GAEC des BECS FERMIERS	30,59	27,74	192,52	205,69	1000	174
GAEC des BIGNONNIÈRE	159,95	140,93	140,93	163,37	7500	1304
GAEC BLANCHET	21,52	17,06	107,61	113,12	1900	328
GAEC du BOIS BIGNON	134,52	125,1	159,72	164,4	7500	516
GAEC de la BRUERE	114,98	100,49	105	114,98	5000	870
GAEC de la CRÉPINIÈRE	93,1	84,5	90,32	94,13	4800	835
GAEC de la DIVERIE	102,14	86,81	90	102,14	3000	522
GAEC du GRAND BRAY	80,79	71,02	76	85,99	5500	957
GAEC du GRAND CHÊNE	196,29	183,52	195	214,5	3000	522
GAEC GUILLOMET	122,7	113,82	118,82	123,24	6000	1043
GAEC LANDAIS	34,97	33,5	33,5	34,97	1000	174
GAEC des LILAS	185,75	125,09	141,1	185,75	13100	2278
GAE de MOTTE LEVE	26,99	25,8	128,79	141,3	1000	174
GAEC de la PÉROUSE	106,71	91,88	99,83	106,71	6000	1043
GAEC du PETIT ROSSIGNOL	44,74	37,06	30	44,74	1500	261
GANDON Jacky	83,21	78,33	78,33	83,21	2000	348
GILLOIS Jean-Marc	83,99	69,78	78,84	83,99	4500	783
HOUDAYER Pierre-Yves	50,07	19,88	46,35	50,07	1000	174
JANVRIN Bernard	70,58	67	67	72,03	1500	261
MANCEAU Hubert	216,29	197,59	217,6	272	15000	2609
PESLIER Jean-Claude	97,67	91,38	89,4	96,65	8500	1478
PICHOT Joël	55,5	49,21	59,58	60,64	2000	348
SCEA DAVENEL	66,61	63,75	63,75	66,61	6000	1043
SCEA KERSIDAN	104,1	91,87	101,12	121,63	1900	330
SCEA de la LONGUE RAIE	29,16	28,64	75	93,16	1500	261
SCEA du MAINE	25,48	24,92	101	147,66	500	87
TRIOT Emmanuel	78,11	72,22	72,22	94,95	6500	1130
WAMBERGUE Edmée	86,87	81,02	85	90	1000	174
TOTAL	4524,82	3907,63	4962,19	5765,2	197000	33440

